



DIRECTION DES ACHATS

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

**CENTRE HOSPITALIER DE GIVORS
9, AVENUE DU PROFESSEUR FLEMING
69700 GIVORS**

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REFECTION DE L'ÉTANCHEITE DE LA TOITURE
VEGETALISEE DU BATIMENT MEDICO-TECHNIQUE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

JUILLET 2025

SOMMAIRE

1	DEFINITIONS	5
2	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES.....	5
2.1	Décomposition en lot et tranche.....	6
2.2	Durée du marché.....	6
2.3	Début du délai d'exécution	Erreur ! Signet non défini.
2.4	Forme du marché	6
2.5	Sous-traitance	6
3	INTERVENANTS	6
3.1	Conduite d'opération	6
3.2	Intervenants	6
3.3	Modalités de collaboration de la maîtrise d'œuvre avec les intervenants	7
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
5	CONDITIONS GENERALE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1	Identification des personnels du titulaire	7
5.2	Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé	7
5.3	Confidentialité	8
5.4	Sécurité.....	8
5.5	Recours aux travailleurs détachés.....	9
6	MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
6.1	Communication entre les parties	9
6.2	Format et support pour la remise des livrables	10
6.3	Modalités particulières en cours de réalisation des marchés de travaux	10
7	DELAIS	11
7.1	En phase études	11
7.2	Prolongation des délais	11
7.3	Délais phase "travaux"	11
8	PENALITES.....	13
8.1	Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final	13
8.2	Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre.....	13
8.3	Autres pénalités	13
8.4	Conditions d'application.....	13
9	VERIFICATIONS ET ADMISSION	14
10	AVANCE	14
11	PRIX DU MARCHÉ	15
11.1	Forme et contenu des prix	15
11.2	Variation des prix	15
12	MODALITES DE REGLEMENT	15
12.1	Acomptes	15
12.2	Demandes de paiement	15
12.3	Délai de paiement	15
12.4	Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement.....	15
12.5	Modalité de facturation – CHORUS PRO	16
12.6	Solde.....	16
13	ASSURANCES.....	16
13.1	Responsabilité	16
13.2	Assurance	16

14	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
15	RÉSILIATION.....	16
16	CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN	17
17	DROIT ET LANGUE	17
18	LITIGE	17

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés établissement support et les établissements parties suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne
- Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit.

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (Pénalités Reporting + exécution)	X (Pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

« L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;

Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;

Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

1 DEFINITIONS

- **L'acheteur** : désigne l'établissement support ou l'établissement partie qui intervient dans l'exécution du contrat conformément à la répartition des responsabilités énoncées au préambule du présent marché
- **Le Maître de l'ouvrage** : Centre Hospitalier GIVORS, pour le compte de qui les prestations, travaux ou ouvrages sont exécutés,
- **Le titulaire** : société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- **Sous-traitant** : personne physique ou morale à laquelle un entrepreneur appelé entrepreneur principal confie, par un sous-traité et sous sa responsabilité, l'exécution d'une partie du contrat d'entreprise conclu avec le donneur d'ordre.
- **Avenant** : document écrit modifiant les dispositions du marché.
- **Ordre de service** : document écrit, numéroté (signé et daté), par lequel l'acheteur ordonne au Titulaire de prendre telle disposition entrant dans le cadre des obligations de son marché.

2 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES

Le marché a pour objet des prestations :

MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

pour l'opération :

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REFECTION DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE
VEGETALISEE DU BATIMENT MEDICO-TECHNIQUE
HOPITAL DE GIVORS**

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :

- Analyse et évaluation des besoins
- Projet et dossier de consultation des entreprises
- Permis de construire et autres dossiers et consultations
- Assistance pour la passation des contrats de travaux
- Suivi, coordination de l'exécution des travaux et vérification des études d'exécution
- Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations préalables à la réception des travaux

Lieu d'exécution : CENTRE HOSPITALIER DE GIVORS 9, AVENUE DU PROFESSEUR FLEMING 69700 GIVORS

2.1 Décomposition en lot et tranche

2.1.1 Lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique,

2.1.2 Tranches

Les prestations ne sont pas décomposées en tranche.

2.2 Durée du marché

Par dérogation à l'article 13.1. du CCAG PI, la durée du marché s'étend de la date de l'ordre de service n°1 suivant la notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (telle que définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux).

2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché simple à prix global et forfaitaire

2.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions prévues par la réglementation.

3 INTERVENANTS

3.1 Conduite d'opération

Il n'est pas prévu de mission de conduite d'opération au sens de l'article L 2422-3 du code de la commande publique. Pour l'exécution du marché, le représentant technique **du maître de l'ouvrage est le Centre Hospitalier de GIVORS.**

3.2 Intervenants

3.2.1 Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues aux articles L 111-23 à 26 du code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire est informé des coordonnées du prestataire chargé de cette mission et du contenu de ses missions, dès notification du contrat correspondant.

Le titulaire doit prendre connaissance de l'ensemble des observations du contrôleur technique.

3.2.2 Coordination sécurité et protection de la santé

L'opération est classée en catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du code du travail.

Le titulaire sera informé des coordonnées du prestataire chargé de cette mission dès notification du contrat correspondant.

Le titulaire doit prendre connaissance des observations du coordonnateur de sécurité.

3.2.3 Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « les entrepreneurs » ou « les titulaires des marchés de travaux » dans l'ensemble des documents du marché.

3.3 Modalités de collaboration de la maîtrise d'œuvre avec les intervenants

Le maître d'ouvrage autorise le titulaire à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le titulaire informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante:

- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes,
 - CCAP_Annexe 1_Risques generaux
 - CCAP_Annexe 2_Info Factur_Chorus_EP GHT
- Le cahier des clauses techniques particulières C.C.T.P
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

5 CONDITIONS GÉNÉRALE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Identification des personnels du titulaire

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

5.2 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG PI le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.3 Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les établissements hospitaliers.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'acheteur ou d'un tiers.

5.4 Sécurité

Les établissements ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les établissements pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les établissements.

Les établissements se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, un document intitulé «CCAP_Annexe2_Risques généraux».

5.5 Recours aux travailleurs détachés

Si le titulaire entend employer des salariés détachés (au sens des articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du Code du travail) dans le cadre de ce marché, elle fournira le cas échéant, préalablement au détachement, la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du Code du travail.

En cas de sous-traitance, le dispositif précité est applicable au donneur d'ordre. A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée précédemment, le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail (avec copie au maître d'ouvrage) du lieu où débute la prestation, conformément à l'article L 1262-4-1 du Code du travail.

5.5.1 Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Le marché ne comporte pas d'obligation en terme d'insertion par l'économique.

5.5.2 Obligations environnementales du titulaire

Les obligations environnementales du maître d'œuvre ainsi que les modalités de leur vérification et de leur contrôle sont définies par le maître d'ouvrage dans le CCTP et ses annexes et dans le programme de l'opération.

6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Communication entre les parties

6.1.1 Ordres de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du titulaire
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles ;

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au titulaire par tout moyen dématérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

6.1.2 Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

6.1.3 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

6.1.4 Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont établis par le titulaire qui les communique aux participants dans les 5 jours qui suivent la réunion.

6.2 Format et support pour la remise des livrables

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. Le titulaire devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies au CCTP.

6.3 Modalités particulières en cours de réalisation des marchés de travaux

6.3.1 Gestion des travaux modificatifs

Au titre du présent marché, le titulaire effectue la gestion des travaux modificatifs en cours de chantier.

Elle fait l'objet d'un tableau global de suivi mis à jour régulièrement et facilement partageable avec le maître d'ouvrage.

Toute demande de rémunération supplémentaire de l'entreprise doit être communiquée sans délai au maître d'ouvrage.

Chaque demande de travaux modificatifs fait l'objet d'une analyse technique et financière du titulaire.

Le titulaire communique son analyse au maître d'ouvrage.

Pour les prestations supplémentaires, le titulaire obtient et analyse un devis détaillé de l'entreprise

L'analyse des devis et leur négociation est réputée incluse dans le forfait de rémunération du titulaire.

6.3.2 Ordres de service délivrés par le titulaire

Le titulaire est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage :

- Ordres de service notifiant la date de commencement des prestations sont émis par le titulaire après réception d'une notification d'une décision de démarrage signée par le maître d'ouvrage.
- Ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée. Ceux-ci font obligatoirement l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage
- Ordres de service notifiant à l'entrepreneur des modifications de la nature ou du coût des prestations. Ceux-ci ne peuvent être émis par le maître d'œuvre que sur le vu d'une décision prise par le maître de l'ouvrage.

Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés.

Les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération. L'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, sont arrêtés par le titulaire avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation de l'entreprise.

L'entreprise n'est pas tenue de se conformer à un ordre de service lorsqu'il n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

7 DELAIS

7.1 En phase études

Phases	Point de départ du délai	Délai
Études préalables (diagnostic et avant-projet sommaire)	Date fixée dans l'ordre de service établi par le maître d'ouvrage pour le démarrage de la phase ;	6 semaines
Conception du projet et élaboration du Dossier de Consultation (PRO/DCE)	Date fixée dans l'ordre de service établi par le maître d'ouvrage pour le démarrage de la phase ;	6 semaines
Analyse des offres initiales	Date de remise des offres au titulaire.	2 semaines
Analyse des offres finales	Date de remise des offres au titulaire.	1 semaine

7.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG PI.

7.3 Délais phase "travaux"

7.3.1 Décomptes de travaux

7.3.1.1 Décomptes mensuels

Au cours des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des décomptes mensuels de travaux qui lui sont transmis à cet effet par le titulaire du marché de conception-réalisation. Après vérification, il transmet au représentant du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants qu'il a établis.

Le délai de vérification des décomptes mensuels et d'établissement des états d'acompte correspondants est fixé à **cinq (5) jours ouvrables**.

7.3.1.2 Décomptes généraux

A l'issue de la réception du projet de décompte final du titulaire du marché de conception réalisation, le titulaire établira le décompte général du marché et le remettra au représentant du maître d'ouvrage dans un délai maximal de **vingt (20) jours** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur concerné.

7.3.2 Instruction des mémoires en réclamation émis par les entrepreneurs.

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **15 jours** à compter de la réception par le titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

7.3.3 Procès-verbal des opérations préalables à la réception

Le titulaire du marché conception réalisation avise à la fois le maître de l'ouvrage et le titulaire par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le titulaire du marché de conception-réalisation ayant été convoqué au préalable, le titulaire commence les opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de **20 jours** à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Les opérations préalables à la réception (OPR) nécessitant plusieurs jours, la date retenue pour ces opérations sera la date de leur achèvement figurant sur le procès-verbal des OPR.

Le représentant du maître d'ouvrage, avisé par le titulaire de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal des OPR mentionne soit la présence du représentant du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le titulaire l'avait avisé.

En cas d'absence du titulaire du marché de conception-réalisation à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Dans le cas où le titulaire n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé, le titulaire du marché de conception-réalisation en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire du marché de conception-réalisation, et la notifie au titulaire du marché de conception-réalisation et à le titulaire ; il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les dispositions particulières suivantes :

- si le titulaire dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les opérations préalables à la réception sont effectuées par le représentant du maître d'ouvrage et son assistant éventuel ;
- il en est de même si le titulaire présent ou représenté refuse de procéder à ces opérations.

A défaut de la fixation de cette date par le représentant du maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de 30 jours susmentionné.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés
- les épreuves éventuellement prévues par le marché
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le titulaire et signé par lui et par le titulaire du marché de conception-réalisation. Si ce dernier refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire du marché de conception-réalisation.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le titulaire fait connaître au titulaire du marché de conception-réalisation s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du titulaire, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire du marché global sectoriel dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

7.3.4 Dossier des ouvrages exécutés – Dossier de maintenance des lieux de travail

Le dossier des ouvrages exécutés et le dossier de maintenance des lieux de travail, vérifiés par le titulaire, devront être fournis au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** après la réception des travaux.

8 PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG PI.

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

8.1 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai fixé au présent CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

- Pour les projets de décompte mensuels, à 1/3000 du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.
- Pour les projets de décompte final, à 1/30 000 du montant HT du décompte final.

8.2 Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

Retard dans la transmission des compte rendus de chantier	50 € par jour de retard dans la diffusion
Non transmission des comptes rendus de chantier	100 € Par compte rendu non diffusé
Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	100 € par jour de retard

8.3 Autres pénalités

En cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels, et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros net de taxe par manquement constaté. Cette pénalité est appliquée au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

8.4 Conditions d'application

Montant maximal des pénalités : 10 % du montant du marché augmenté des éventuels avenants.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations éventuellement modifié, est expiré.

Les pénalités ne sont pas libératoires des dommages-intérêts que le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer pour perte d'exploitation.

Les pénalités sont nettes de taxes.

9 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Le présent article déroge aux articles 28.4, 28.5, 29.1, 29.2, 29.3 et 29.4 du CCAG PI.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision. Il prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. Le cas échéant, la décision susvisée mentionne la date d'effet de l'admission.

Les éléments ci-après font l'objet d'une décision d'admission de l'acheteur :

	décision d'admission
Analyse et évaluation des besoins	oui
Projet et dossier de consultation des entreprises	oui
Permis de construire et autres dossiers et consultations	non
Assistance pour la passation des contrats de travaux	non
Suivi, coordination de l'exécution des travaux et vérification des études d'exécution	non
Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations préalables à la réception des travaux	non

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, après consultation du titulaire.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, et encourt les pénalités de retard prévues au présent contrat.

10 AVANCE

L'option B. de l'article 11.1 du CCAG-PI, s'applique.

Sauf en cas de refus du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance de l'ordre de service prescrivant le début des prestations et par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour le calcul de l'avance, la durée à prendre en compte est fixée à 30 mois

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

11 PRIX DU MARCHÉ

11.1 Forme et contenu des prix

Le montant du forfait de rémunération du titulaire est fixé dans l'acte d'engagement, il est réputé couvrir l'ensemble des frais engagés par le prestataire pour couvrir l'intégralité de sa mission en particulier, participation aux réunions, déplacements, reprographie des documents définitifs et intermédiaires, fourniture des supports papier et informatique.

11.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

12 MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Acomptes

Des acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est fixé en fonction de la part du forfait de rémunération déterminée dans l'acte d'engagement ou la décomposition du prix global et forfaitaire.

12.2 Demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG.-PI

12.3 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution seront payées dans un délai maximum de 50 jours.

L'attention du titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- Révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....). Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2010-269 du 29 mars 2013.

12.4 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG PI.

La signature de chaque demande de paiement par le représentant du groupement vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer.

12.5 Modalité de facturation – CHORUS PRO

Les factures sont obligatoirement déposées par le titulaire via la plateforme CHORUS PRO selon l'annexe du présent CCAP.

12.6 Solde

Après achèvement de la mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde conformément au CCAG-PI.

13 ASSURANCES

13.1 Responsabilité

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou au pouvoir adjudicateurs.

13.2 Assurance

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs (perte de chiffre d'affaire liée à une interruption d'activité consécutive à un dommage garanti par exemple) et à l'exclusion des dommages immatériels non consécutifs.

14 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 22 du CCAP PI, l'acheteur public peut décider, au terme de chacune des phases, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

15 RÉSILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG PI,
- Soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI,
- Soit pour faute du titulaire :
 - Dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI;
 - En cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - En cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 5.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

16 CESSION DU MARCHÉ EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL devront se prononcer sur l'agrément du cessionnaire au plus tard vingt (20) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

17 DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège des HCL.

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

18 LITIGE

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.